

Bénédicte Savoy, *Le long combat de l'Afrique pour son art. Histoire d'une défaite postcoloniale*, Paris, Éditions du Seuil, 2023, 304 p.

Céline Labrune-Badiane

Mise en ligne : décembre 2024

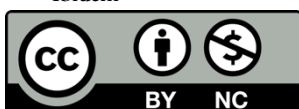
DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.cr19>

Dans *Le long combat de l'Afrique pour son art. Histoire d'une défaite postcoloniale*, Bénédicte Savoy reconstitue le premier débat mondial sur la restitution du patrimoine culturel africain (1965-1985). L'historienne de l'art éclaire ainsi le débat relancé à l'Université de Ouagadougou en novembre 2017, suite à l'engagement pris par le président français Emmanuel Macron, tout juste élu, de restituer à l'Afrique son patrimoine. L'idée n'était pas nouvelle, mais elle était pour la première fois exprimée par un dirigeant d'une ancienne puissance coloniale détentrice d'un énorme butin colonial. Mandatés dans les semaines qui ont suivi ce discours par le président français pour produire un rapport sur la question, les Professeurs Bénédicte Savoy et Felwine Sarr ont documenté de manière très précise les trajectoires de ces artefacts durant la période coloniale, de leur capture en Afrique à leur arrivée dans les collections des musées en Europe¹. Ils ont réinscrit ce pillage massif dans le projet colonial de captation patrimoniale et de colonisation culturelle, dont la conséquence est qu'une importante partie du patrimoine africain se trouve depuis lors hors d'Afrique². Bénédicte Savoy et Felwine Sarr ont recommandé sa restitution définitive dans l'optique de fonder une nouvelle éthique relationnelle entre l'Europe et l'Afrique : restituer n'est que justice patrimoniale rendue, condition *sine qua non* pour établir des relations équilibrées entre anciens pays colonisateurs et colonisés.

Le sous-titre de l'ouvrage de Bénédicte Savoy, « histoire d'une défaite postcoloniale », indique que l'historienne s'inscrit dans la continuité de ce travail. En analysant les demandes de restitution et les arguments opposés par les institutions muséales européennes du milieu des années 1960 au milieu des années 1980, Bénédicte Savoy montre qu'à travers le refus de rendre son patrimoine à l'Afrique, apparaît l'incapacité des Européens à changer leur regard sur le continent. L'enfermement dans des représentations racistes transparait dans les arguments utilisés par les tenants de la non-restitution, largement majoritaires et en tous cas plus influents. Ce débat sur les restitutions est un point intéressant d'observation de la manière dont les rapports asymétriques entre Européens et Africains se perpétuent au-delà des indépendances. Mais il ne suffit pas de le dire. Il est surtout nécessaire de continuer à documenter cette période, dans d'autres champs que ceux du politique et de l'économique, afin d'identifier les représentations ainsi que les mécanismes culturels qui assurent la continuation de ces rapports et de les déconstruire. La redondance des arguments des « anti-restitutions » dans le premier débat et le débat actuel ainsi

¹ Bénédicte Savoy et Felwine Sarr (2018), *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Philippe Rey-Seuil.

² *Ibidem*



que les difficultés à changer l'arsenal juridique qui entravent les restitutions montrent que le travail de déconstruction est loin d'être achevé.

Historienne de l'art, Bénédicte Savoy est en même temps actrice, partie prenante de ce débat à travers sa réflexion mais aussi ses prises de position et sa contribution aux décisions politiques en France et en Allemagne. Le rapport co-produit avec Felwine Sarr ainsi que cet ouvrage ont eu un effet retentissant, en mettant à jour cette histoire longtemps silencieuse. Dans la préface à l'édition française Bénédicte Savoy indique que *Le long combat de l'Afrique pour son art. Histoire d'une défaite postcoloniale*, initialement paru en Allemagne en 2021, a contraint les musées de Berlin à envisager timidement la restitution des bronzes du Bénin demandés pourtant dès 1972 par le Nigéria. L'écriture de l'histoire peut ainsi contribuer à la marche de l'histoire.

L'ouvrage est composé de seize chapitres de tailles inégales, organisés de manière chronologique, mettant en lumière différentes étapes importantes du débat, en Afrique (notamment au Sénégal et au Nigéria) et surtout en Europe (France, Belgique, Angleterre et Allemagne). Ces chapitres correspondent aux dates de publication de textes/revue (Chapitre 1 : « Bingo », 1965), de production d'œuvres littéraires et cinématographiques (Chapitre 2 : « *You Hide me* » du réalisateur Nii Kwate Owoo, 1972) ou encore à un événement culturel majeur (Chapitre 8 : « Festac 77 »). Le premier chapitre s'intitule « Bingo », en référence à l'éditorial de Paulin Joachim « Rendez-nous l'art nègre », publié dans la revue *Bingo* en 1965. L'historienne campe un contexte tendu sur la question des restitutions : dès le début des années 1960, peu après l'accès des pays africains à l'indépendance, les premières demandes de restitution du patrimoine africain ont été exprimées notamment par la République du Congo et la Guinée. En réponse, la France, la Belgique et l'Angleterre verrouillent leurs collections afin d'empêcher juridiquement les restitutions (pp. 19-20). Dans les années qui suivent, des artistes, des intellectuels, des chercheurs, des acteurs politiques et du monde de la culture africains demandent clairement mais sans succès la restitution des objets pillés pendant la colonisation.

Comme le montre Bénédicte Savoy, il n'y a pas un bloc soudé qui s'oppose aux restitutions : les acteurs européens développent des stratégies diverses selon leurs intérêts et agendas spécifiques. Les administrateurs de musée réfutent pour la plupart l'idée même de restitution à l'Afrique où les objets seraient voués, pensent-ils, à être détruits ou volés. En outre, les musées européens seraient à vocation universelle et assumeraient une mission patrimonialisatrice, par le sauvetage et l'exposition de ces objets. Bénédicte Savoy analyse leurs arguments (inadaptation des infrastructures muséales africaines, défaut de personnel qualifié, public désintéressé, pertes pour les musées européens, obstacles juridiques...), leurs stratégies de diversion (proposition de prêts, discours sur la circulation *versus* restitution) et de mise à l'écart des voix dissidentes (comme dans le cas de Herbert Ganslmayr, le directeur du musée de Brême « pro restitution ») et subalternes. L'on est frappé par la condescendance et le racisme de nombre d'entre eux. La reconstitution des trajectoires des principaux acteurs du débat en Allemagne met en évidence leur affinité passée avec le parti nazi. Par exemple, les deux personnalités à l'origine de la fondation du patrimoine prussien ainsi que son premier directeur « ont tous été partisans convaincus du national-socialisme et (...) leur influence dans l'appareil politique de la République fédérale d'Allemagne reste intacte au début des années 1970 » (p. 45). Ce qui amène l'autrice à « se demander si l'attitude hostile des Musées de Berlin ouest à l'égard de la première demande du Nigéria n'est pas aussi déterminée par la pensée raciste de l'ère nazie » (p. 45). Du côté des Ministères des affaires étrangères (en RFA, en Belgique et au Royaume Uni), les positions sont moins globalisantes et moins dans le déni des origines des collections. Cependant, les musées n'hésitent pas à désinformer les acteurs politiques pour peser sur les décisions. Comme le souligne Bénédicte Savoy, pour la période des années 1970, « en matière de provenance, les musées mentent aussi » (p. 100).

A partir de 1973, après le discours aux Nations Unies du président zaïrois Mobutu Sese Seko du 4 octobre à New York et la résolution 3187 sur la restitution des biens culturels adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre de la même année, le débat s'internationalise. L'élection du Sénégalais Amadou Mahtar Mbow à la tête de l'UNESCO va quelque peu changer la donne, à partir de 1976 et durant tout son mandat, en donnant davantage de voix aux partisans des restitutions. Le débat atteint son apogée en 1978-1979, sur le plan médiatique notamment. Son essoufflement dans les années 1980 est à mettre en relation avec la relégation de la culture au second plan dans de nombreux pays africains, sous l'effet surtout des plans d'ajustement structurel imposés par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale.

La comparaison entre plusieurs institutions et États européens est sans doute l'une des forces de ce travail.

Bénédicte Savoy met en évidence ce qu'il y a de commun dans les réflexions de différents acteurs européens sur les restitutions, tout en étant attentive aux spécificités des institutions et des États en fonction de leurs histoires, de leurs relations à leurs anciennes colonies et des enjeux politiques locaux (entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande par exemple). Notons tout de même une plus grande focalisation de l'historienne sur le cas de l'Allemagne et plus généralement sur l'Europe que sur les débats africains. Ce sont, en fait, surtout les réponses européennes aux demandes africaines qui sont analysées dans cet ouvrage. Bénédicte Savoy s'est essentiellement appuyée sur les archives européennes : les archives nationales britanniques et françaises, les archives fédérales allemandes et des länder allemands ainsi que les archives de musées en France (musée du Quai Branly) et en Belgique (Tervuren). Ce choix s'explique sans doute par son champ d'expertise habituel ainsi que par la perspective avant tout politique et institutionnelle qu'elle adopte. Il la conduit à mettre davantage l'accent sur la mise sous silence du débat par les musées européens au début des années 1980 que sur les prises de parole africaines. Les Africains du continent et de la diaspora africaine en Europe (organisations de la société civile tel que l'Africa reparation mouvement, chefs coutumiers, responsables politiques, ONG, activistes panafricains) n'ont en fait jamais oublié le patrimoine arraché, comme en témoigne leur mobilisation sans relâche – certes, avec des moments de découragement – depuis 1960³. Comme le dit d'ailleurs très justement Bénédicte Savoy, « les victimes de spoliation d'œuvres d'art ont la mémoire longue, et les blessures occasionnées par l'expérience de la dépossession sont souvent profondes » (p. 220). S'il y a amnésie, c'est donc dans la mémoire européenne.

Pour Bénédicte Savoy, la restitution était un « possible non advenu » dans les années post-indépendance, revenu comme un boomerang à la fin des années 2010. Elle montre ainsi que le combat n'a pas été vain et qu'il a pu permettre à ce possible d'émerger à nouveau et de se réaliser. Mais le débat actuel sur la restitution est également le symptôme d'un passé colonial qui ne passe pas et continue de marquer les relations entre anciens pays colonisateurs et anciens pays colonisés. Cela explique sans doute en partie le manque d'empressement actuel de nombreux États, acteurs du monde de la culture et peuples africains à participer à ce débat et à formuler des demandes de restitution, dans un cadre, sous des conditions et selon un calendrier fixé par les acteurs européens.

Force est de constater qu'encore peu de restitutions effectives – et définitives – ont eu lieu à ce jour. Depuis l'engagement pris par Emmanuel Macron en 2017 de restituer une partie de son patrimoine à l'Afrique, seuls 27 artefacts ont été rapatriés (vers le Bénin et le Sénégal) et aucune loi permettant un déverrouillage plus systématique des collections françaises n'a encore été votée. Pour autant, les mécanismes institutionnels (avec l'instauration de vastes programmes de recherche et la création de postes de chargés de recherche de provenance) et la première étape – faire un état des lieux des collections – permettant la restitution ont été mis en place. Quant au désir de « retour » des œuvres en Afrique, il ne s'est pas tari, quoique son intensité varie selon les pays et les acteurs. La restitution apparaît, donc, comme un processus inéluctable, ponctué de phases d'accélération, de pause et parfois de régression, et ce malgré des tentatives dilatoires.

Céline Labrune-Badiane
ITEM (CNRS/ENS) (France)

Bibliographie

- AUQUE-PALLEZ Ysé (2022), « Le renouveau des mouvements pour la restitution du patrimoine africain », *Politique étrangère*, n° 3, pp. 189–198.
- SAVOY Bénédicte et SARR Felwine (2018), *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Philippe Rey-Seuil.

³ Sur les mobilisations en Afrique voir Ysé Auque-Pallez (2022), « Le renouveau des mouvements pour la restitution du patrimoine africain », *Politique étrangère*, n° 3, pp. 189–198.